l'Humanité

NEUVIEME ANNEE. — N° 3168.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

JEUDI 19 DECEMBRE 1912.

5 c. Le Numéro

RÉDACTION & ADMINISTRATION
16, Rue du Croissant, Paris (2e)
TÉLÉPHONE : 102-69
PUBLICITÉ : 110, Rue Réaumur — TÉLÉPHONE : 225-10
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Directeur Politique :
JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS	Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départts	Etranger
Un An	18 fr. »	21 fr. »	31 fr. »
Six Mois	9 fr. »	10 fr. 50	16 fr. 50
Trois Mois	4 fr. 50	5 fr. 25	9 fr. »
Un Mois	1 fr. 50	1 fr. 75	

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 c. Le Numéro

DANGEREUSES POLÉMIQUES

Pourquoi donc une partie de la presse allemande et une partie de la presse française engagent-elles à cette heure des controverses irritantes et vagues ? Il n'est vraiment pas besoin de supposer je ne sais quelle intervention occulte et perfide de l'Allemagne pour comprendre l'état d'esprit de ceux des Turcs qui, s'exagérant sans doute la force militaire de la Turquie derrière les lignes de Tchataldja, refusent aux alliés balkaniques les larges satisfactions qu'ils réclament. Et d'autre part, les alliés balkaniques sont assez animés par leurs victoires pour qu'il soit vraiment puéril d'attribuer leurs exigences aux conseils et aux encouragements de la France. France et Allemagne au lieu de se chicaner et d'ébaucher des procès de tendance, agiraient bien plus sagement en modérant les deux forces en conflit.

Quant à l'Autriche, bien des choses dans sa politique sont troubles. Mais il semble que les signes rassurants se précisent. Si elle voulait vraiment la paix, si elle ne se réservait pas le moyen de chercher aux Serbes une méchante querelle, pourquoi a-t-elle aggravé pendant des semaines, par une sorte de mystère empoisonné, cet incident Prochaska qui, maintenant connu, se réduit à rien? Et si elle méditait une agression, pourquoi a-t-elle proclamé que l'affaire Prochaska n'avait aucune importance, précisément à l'heure où, sa mobilisation étant achevée, elle aurait le plus grand intérêt à se ménager un prétexte de guerre ? Pour que le gouvernement austro-hongrois se soit décidé enfin à dire la vérité trop longtemps cachée par lui et à affronter les justes indignations des journaux qui dénoncent le long silence menaçant d'où sont nées tant d'alarmes, il faut bien qu'il ait compris le péril d'une politique ambiguë. Y aurait-il encore un reste de conscience européenne ?

En tout cas, si, comme le dit une dépêche de la Dernière Heure, l'Autriche est sur le point de demander à la Serbie « des satisfactions » pour quelques mesures « illégales » dont le consul aurait été l'objet, la question semble avoir été débarrassée de tout son venin et des solutions juridiques de droit international seront sans doute aisées à trouver.

JEAN JAURÈS.

POUR L'«HUMANITÉ» A 6 PAGES ET SON IMPRIMERIE

Obligations complètes

HUITIEME LISTE

2295	Gauthier Théophile, du groupe du P.S. des Grandes-Carrières	1	25
2296	Section du P. S. de Suresnes	4	100
2297	J. V. M.	4	100
2298	Fénech, à Philippeville	1	25
2299	Knoderer Eugène, Vanves	8	200
2300	Beiletante (13e)	1	25
2301	Massardier Hippolyte, St-Ouen	2	50
2302	Coujard Léon (11e)	1	25
2303	L. C. Avenue Victoria	2	50
2304	Desplas Rémy, Paris	1	25
2305	Desmond, Petit Ivry	4	100
2306	Caillez père, Issy-l-Moulineaux	1	25
2307	Parmentier, sous-chef de gare à Larmor	1	25
2308	F. T. à Paris	2	50
2309	Houel, à Paris	19	475
2310	Flotte, verrerie ouvrière d'Albi (Tarn)	2	50
2311	Laudier Henri, à Bourges	1	25
2312	A. Avoine, Féder. de la Manche	3	75
2313	Brailly, Fédération de la Seine-Inférieure, Sotteville-les-Rouen	1	25
2314	Mlle Z. Camélinat, Paris	1	25
2315	Mlle B. Camélinat, Paris	1	25
2316	Citoyen Camélinat	2	50
2317	C. C. à Paris	10	250
2318	Parvaix, Paris	8	200
2319	Un ancien combattant de la Commune	5	125
2320	Dermine Clovis, Paris	4	100
2321	X... de Paris	2	50
2322	L'inconscience des travailleurs est la force des travailleurs	1	25
2323	Ver, Paris	1	25
2324	Bourré, versé par Descoubès	1	25
2325	Cottet, Paris	1	25
	Total de la 8e liste	96	2400
	Total des listes précédentes	221	5525
	Total à ce jour	317	7925

Rectifications. — Au lieu de :
N° 2232 Union syndicale des ouvriers en chapellerie de Chazelles-sur-Lyon, 1 obl. 25 fr.
Lire :
N° 2232 C. Jacquemond à Chazelles-sur-Lyon, 1 oblig. 25 fr.

PARTI SOCIALISTE

COMMISSION ADMINISTRATIVE PERMANENTE

Réunion de la Commission administrative permanente, aujourd'hui jeudi, à 9 heures du soir, au siège, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

Le Secrétaire : Louis DUBREUILH.

LA DISTRIBUTION DE NOS OBLIGATIONS

Nous informons nos camarades souscripteurs qui désirent retirer leurs titres, que le guichet de distribution sera ouvert tous les jours, de 2 à 8 heures, jusqu'au samedi soir 21 décembre.

NOTRE PATRIOTISME

La caractéristique des journées de dimanche et de lundi fut l'affolement gouvernemental. Affolement qui se traduisit par les pires mesures de coercition et d'arbitraire. Nous avons vu les préfets fermer les Bourses du Travail, interdire les manifestations et les meetings, suspendre les maires qui, très légalement, mettaient des salles publiques à la disposition des orateurs. Enfin on fit des perquisitions et l'on annonce des poursuites.

La République ravalée par des dirigeants apeurés au niveau de l'Empire, telle est la situation. Il n'est plus permis à ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement de manifester leur opinion. Les préfets sont là pour imposer aux citoyens, même par l'illégalité, le respect et l'admiration des actes des tyranneaux placés par les hasards de la politique et des intrigues parlementaires à la direction du pays. On nous avait promis, sous l'étiquette républicaine, le droit de réunion, le droit de manifestation, le droit de critique et de blâme, le droit de contrôle, le droit de penser à sa guise et de pouvoir exprimer sa pensée. Il ne reste rien de tout cela.

De quoi s'agissait-il donc dans les journées de dimanche et de lundi ? Il s'agissait tout simplement, pour les citoyens français qui ne veulent ni combats sanglants ni mutilation de la patrie, de manifester pour la paix et contre la guerre. Jamais but ne fut plus sage ni plus patriotique. C'est dans l'intérêt de la France elle-même, pour qu'elle ne soit ni saignée ni entamée, que nous voulons affirmer, par tous les moyens possibles, notre haine de la guerre et notre volonté de paix.

Les moyens employés étaient, d'ailleurs, entièrement légaux. La loi n'interdit ni les meetings ni le chômage de vingt-quatre heures. Elle n'interdit pas davantage de définir le patriotisme et d'avoir, sur l'idée de patrie, une opinion différente de celle de Bouffandeau ou de Guist'hau.

La grève générale de vingt-quatre heures, organisée par la C. G. T., n'avait rien de subversif ni de révolutionnaire. Elle ne fut préconisée que comme manifestation contre la guerre. Elle ne ressemble en rien à la grève générale révolutionnaire que préparait, il n'y a pas bien longtemps, le chevalier du travail Aristide Briand, aujourd'hui garde des sceaux. La grève générale révolutionnaire, dont M. Briand s'enorgueillissait d'être le père, tendait au renversement de la société capitaliste. Elle se compliquait d'un plan pour miner les égouts de Paris, dû à l'ingéniosité de l'homme d'Etat éminent qui fait les délices du *Temps* et du *Gaulois*.

Or, le ministère Méline, sous lequel s'exerçait cette propagande violemment destructive de l'ordre de choses établi, ne poursuivit ni M. Briand ni les autres chevaliers du travail. Ce qui prouve que, depuis cette époque, nous avons fait pas mal de chemin en arrière.

Dans les journées de dimanche et de lundi, il ne s'agissait ni de renverser le régime bourgeois, ni de faire sauter Paris, ni de conseiller aux soldats, comme le fit M. Briand, dans son beau discours de décembre 1899, de tirer sur leurs officiers. Il s'agissait, je le répète, de manifester légalement pour la paix et contre la guerre.

Etre pour la paix et contre la guerre, c'est une opinion que partagent des milliers de citoyens français. J'ose dire qu'elle est patriotique au suprême degré, et je m'estime beaucoup plus patriote que les braillards qui vont, le samedi, hurler des refrains barbares derrière les stupides musiques guerrières déchaînées par le bonapartiste Millerand.

Mais, comme le gouvernement *prépare* la guerre, ce qui veut dire qu'il est tout prêt à la faire sur un signe de l'autocrate Nicolas auquel il a livré la France, il s'oppose par la violence à tout ce qui contrarie ses desseins et à toutes les manifestations qui mettent son crime antipatriotique en relief. Il veut nous forcer à proclamer, à l'instar de de Moltke que la guerre est une chose sainte, noble et désirable, alors que nous la tenons pour ignoble, basse, lâche et évitable par tous les moyens possibles.

N'en déplaise au Guist'hau qui frappe chez les instituteurs ce qu'il admire chez Briand, nous définissons le patriotisme et nous ne frémissons point d'enthousiasme dès que, sur l'ordre du gouvernement, un inconscient souffle dans un cuivre en forme de tuyau ou tape sur une peau d'âne. Nous ne sommes plus à l'époque de Napoléon, où, pour servir les intérêts et les rêves de ce fou, les hommes marchaient comme des brutes.

Sont patriotes ceux qui veulent la paix à tout prix et qui s'opposent à ce que l'on lance la France dans les aventures. Sont patriotes ceux qui disent : « Plutôt l'insurrection que la guerre », car la guerre ne peut surgir que par la volonté de nos dirigeants et, au cas où elle éclaterait, l'insurrection ne serait que la réponse au crime de ces dirigeants.

Rien, en fait, ne menace la paix de la France. Il n'y a entre elle et l'Allemagne aucun *casus belli*, depuis que nous avons fait à cette dernière sa part dans le brigandage marocain. Nous pouvons avoir avec l'Allemagne les rapports les plus cordiaux. Aucune invasion n'est à craindre.

Et, cependant, l'on parle de guerre. On ose parler de guerre à propos des démêlés pendants entre l'Autriche et la Serbie. Comme si cela nous regardait !

Eh bien ! si l'on parle de guerre, c'est que nos dirigeants, à notre insu, ont lié la France, par un pacte occulte, au tsarisme russe. C'est là leur crime. En sorte que, sans être menacés par personne, nous pourrions avoir la guerre avec l'Allemagne sur un seul signe de ce *minus habens* qu'on appelle Nicolas.

Si ce pacte secret n'est, pour nous, ni un danger, ni une duperie, ni une déchéance, pourquoi n'ose-t-on pas le produire au grand jour ?

Dans tous les cas, il ne saurait engager la France qui ne le connaît pas. Et si, en vertu de ce pacte et à propos des Balkans nos dirigeants voulaient nous mener à la boucherie, l'insurrection contre leur crime deviendrait un acte de nécessité patriotique. L'insurrection, qui empêcherait une telle folie, éviterait à la France les pires malheurs et les pires catastrophes.

Ceci prouve, M. Guist'hau, que le patriotisme a besoin d'être défini. Il ne consiste, pour nous, ni en frissons justiciables du sulfate de quinine ni en vain bruit de paroles redondantes et vides devant des gens dont la cervelle est aussi creuse que les tambours de Millerand, ni en aventures coloniales, ni en affaires fructueuses pour certains, ni en pactes secrets qui nous livrent à la volonté d'un autocrate russe.

Notre patriotisme réside dans notre volonté de paix. Or, qui veut fermement la paix l'a. Il suffit de ne provoquer personne et de ne point se mêler des affaires des autres.

MAURICE ALLARD.

UN COUP DE GRISOU A DORTMUND

20 Tués ou Blessés : 40 Disparus

Mengede, 18 décembre. — Une violente explosion de grisou s'est produite ce matin, à huit heures, au puits Minister Achenbach. A onze heures, on avait déjà retiré de la mine trois ouvriers morts et six blessés plus ou moins grièvement.

Berlin, 18 décembre. — On mande de Dortmund :

Un coup de grisou s'est produit dans la mine Minister Achenbach.

On compte jusqu'à présent vingt ouvriers tués ou grièvement blessés.

On évalue à quarante hommes environ le nombre des travailleurs en détresse qui se trouvent encore au fond du puits.

La remontée des cadavres

Mengede, 18 décembre. — L'explosion du puits Achenbach n'a pas causé de dégâts à l'extérieur. A midi, on avait retiré de la mine six cadavres ; environ vingt-cinq mineurs y étaient encore ensevelis. L'exploitation n'a pas été interrompue.

Mengede, 18 décembre. — A midi, on avait encore retiré du puits Achenbach huit mineurs, dont quelques-uns ont reçu des blessures mettant leur vie en danger.

Les équipes de sauvetage de ce puits et des fosses voisines travaillent activement.

L'inspecteur des mines Liebrecht et le conseiller supérieur des mines Hœchst se sont rendus sur les lieux.

Le Maire de Firminy contre les Bistrots

LAFONT GAGNE LA SECONDE MANCHE

Notre ami Lafont, maire de Firminy, vient de remporter une victoire à la Cour de cassation. On sait que la ville de Firminy possède un marché couvert. Or, les commerçants, malgré ce marché, vendent les victuailles sur le sol place de la mairie. Estimant ce procédé peu hygiénique, Lafont a pris un arrêté interdisant la vente hors du marché couvert. Les commerçants se sont révoltés et des contraventions furent dressées.

Le juge de paix, saisi de la question, acquitta les contrevenants, mais hier, la Cour de cassation, sur rapport de M. Lecharbonnier, a cassé la décision du juge. Elle déclare que l'arrêté rentrant dans les droits de police du maire doit être appliqué.

Cela est un heureux présage pour la question des contraventions relatives aux cabarets à doubles rideaux. Lafont gagne la seconde manche, il gagnera la troisième.

L'Almanach du Parti Socialiste

La Librairie du Parti socialiste vient d'éditer pour l'année 1913, **UN ALMANACH ILLUSTRE** qui est en même temps un livre usuel et un livre de propagande.

Outre des articles inédits de **Kautsky, Vandervelde, Vaillant, Jaurès, Compère-Morel, Louis Dubreuilh, Paul Louis**, etc., une partie littéraire choisie agrémente ce que pourrait avoir de sévère la partie théorique.

Cet almanach est en vente à la Librairie de l'**Humanité** au **prix de : l'exemplaire, 0 fr. 60 franco ; les 25 : 12 fr. franco ; les 50 : 22 fr. franco ; le cent : 43 fr. franco.**

EN DEUXIEME PAGE :

Les Pourparlers de Londres : On attend.
Au Conseil général : La discussion du budget.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Léon Bourgeois refuse la candidature.

Les délégués du groupe radical-socialiste, qui n'avaient pu joindre M. Léon Bourgeois, au ministère du Travail, se sont rendus, ce soir, à 7 heures, au domicile particulier du sénateur de la Marne, rue Palatine.

A l'issue de cette entrevue, qui n'a pris fin qu'à 8 heures, la note suivante nous a été communiquée :

M. Léon Bourgeois, ministre du travail, a reçu, ce soir, à 7 heures, à son domicile particulier MM. René Renoult, Ch. Dumont, Métin, Péchadre, H. Simon et Dalimier, délégués du groupe radical-socialiste qui lui ont transmis l'ordre du jour par lequel le groupe exprime unanimement le vœu de le voir accepter la candidature à la présidence de la République.

L'entretien a duré une heure.

Les délégués, en remettant à M. Léon Bourgeois le texte de l'ordre du jour lui ont déclaré qu'ils ne demandaient pas une réponse immédiate, mais qu'ils le priaient de faire état du témoignage de confiance et de sympathie que lui donnait le parti républicain.

M. Léon Bourgeois a répondu qu'il était profondément touché d'une telle marque de sympathie donnée par ses amis politiques. Il ne peut laisser sans réponse leur démarche sans paraître créer une équivoque qui serait fâcheuse pour tous. Malheureusement, sa réponse ne peut être que négative. Les graves raisons de santé qui l'ont, dès le début, obligé à déclincr les ouvertures dont il a été l'objet, n'ont rien perdu de leur force. Il estime que c'est un devoir impérieux de conscience de ne point accepter une charge dont il ne pourrait remplir toutes les obligations.

M. Léon Bourgeois, avant de se séparer de ses amis, a tenu à répéter quelle émotion lui causait leur affectueuse insistance, et quels regrets il éprouvait de ne pouvoir leur donner la réponse qu'ils avaient espérée.

Avant la visite des délégués, M. Léon Bourgeois avait eu un assez long entretien avec M. Poincaré. — (*L'Information.*)

DANS LA RÉPUBLIQUE DES TRUSTS

Arrêtera-t-on Debs ?

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la chaude bataille engagée contre la tyrannie de la magistrature « yankee » aux ordres du capital, et toutes espèces d'abus administratifs révoltants par le vaillant hebdomadaire socialiste du Kansas, l'*Appeal to Reason*.

Ces attaques lui valurent déjà plusieurs poursuites et, en 1910, une condamnation à six mois de prison de son rédacteur en chef Fred Warren. Le président Taft, devant l'émotion produite par cette atteinte aux « droits traditionnels » du libre citoyen américain, gracia Warren, malgré ses protestations.

Les scandales de la prison de Leavenworth

En avril 1911, l'*Appeal* commença une nouvelle et vigoureuse campagne contre les infamies perpétrées dans une des principales prisons fédérales, le pénitentier de Leavenworth. Il accusa nettement les fonctionnaires de cet établissement d'abus abominables sur les prisonniers, qui étaient odieusement brutalisés, torturés et soumis aux ignobles passions de leurs gardiens. Deux anciennes prisonnières accusèrent nettement le chef-gardien Lemon d'avoir commis sur leurs personnes des actes contre nature.

L'*Appeal*, en outre, accusait nettement Lemon d'avoir tué par ses mauvais traitements un jeune prisonnier de seize ans, Charles Maitland.

On n'osa pas poursuivre l'*Appeal* ni ses rédacteurs pour les faits monstrueux qu'ils avaient dénoncés. Bien plus, le principal coupable, le sinistre Lemon fut, après l'enquête faite par les autorités fédérales, *mis en disponibilité*.

Mais les ennemis du populaire journal socialiste, tous ceux qu'exaspère son indomptable propagande et son tirage formidable de 600.000, étaient résolus à lui faire quand même payer cher son audace. Des poursuites qui lui ont déjà coûté plus de 80.000 francs furent engagées contre lui, sous l'inculpation fantastique d'avoir publié des « matières obscènes » (!). Et comme cela ne suffisait pas, avec le témoignage complaisant d'un misérable mouchard, ancien détenu, qui s'était présenté à l'*Appeal* comme « une des victimes de la prison de Leavenworth », le procureur général Harry Bone, qui haït les socialistes, décida de poursuivre pour « subornation de témoins », Warren, son collaborateur Shepard et E. V. Debs, le candidat socialiste à la présidence, « le Lassalle américain », qui avait appuyé la campagne dans une série d'articles.

Osera-t-on emprisonner Debs ?

Un mandat d'amener était lancé avec la complicité d'un « jury d'accusation », composé uniquement de jurés, connus pour leur hostilité contre les socialistes. Warren et Shepard étaient arrêtés à Girard et un « ordre d'arrestation » était envoyé à Terre-Haute, dans l'Indiana, où réside le vaillant candidat du Parti socialiste à la présidence. Cependant, jusqu'ici, il ne paraît pas qu'on ait osé l'exécuter.

A cette agression des dirigeants capitalistes, Debs a répondu par une hautaine déclaration à ses ennemis :

« Après avoir été le candidat de la classe ouvrière pour la Maison-Blanche, a-t-il dit, *je puis bien maintenant accepter d'être le candidat de la classe des voleurs pour la geôle !*

Je suis prêt à la lutte : je sais ce qu'elle implique et je suis prêt à la conduire jusqu'au bout. Ils me poursuivent devant leurs juges, mais avant longtemps, je les poursuivrai à mon tour devant le peuple américain ».

On sait que c'est au lendemain de la grande grève des cheminots de Chicago, en 1894, que Debs, condamné à six mois de prison comme président de la Fédération des mécaniciens-chauffeurs, devint, dans sa prison, le socialiste ardent qu'il est demeuré.

Jean LONGUET.

POUR LES ENFANTS D'USINE

ENFANTS BATTUS

Le châtiment du feu et la punition des coups. — Les ouvriers verriers doivent empêcher que les hommes brutaux dans l'usine, brûlent et frappent les gamins.

Nous avons dû parler à plusieurs reprises des mauvais traitements infligés dans l'usine aux jeunes verriers. C'est peut-être l'épisode le plus triste d'une carrière douloureuse entre toutes. Aux maux qui accablent l'enfant au service de la verrerie : anémie, tuberculose, blessures, qui sont les conséquences du travail, pourquoi faut-il ajouter encore les châtiments corporels qui sont le fait de certains ouvriers ou contremaîtres ? On ne peut passer cela sous silence. Beaucoup de gamins sont battus par ceux qui peinent à leurs côtés et les commandent.

Il faut dire d'ailleurs que l'on bat moins et moins fort qu'autrefois, reconnaître aussi que les verriers syndiqués ne frappent jamais les adolescents. L'homme qui possède un idéal ne brime pas les êtres sans défense. Celui qui frappe les petits est celui qui n'a pas d'espoir, qui se laisse terrasser par la tâche, qui brutalisé dans sa jeunesse, sans plus de raison, ne fait que rendre aux innocents les coups qu'il reçut des anciens. Il transmet la mauvaise tradition, la croyant éternelle, inéluctable ; si barbare que soit son acte, cet acte est expliquable. Mais excusable, jamais !

Par le sabot, la palette et la canne

Il faut savoir qu'une production déterminée est imposée à chaque ouvrier. Ainsi l'on fabrique à cette place des carafes à lait. C'est par exemple 1.000 carafes qu'il faut façonner durant cette journée ou cette nuit ? Voilà la pensée qui pendant toutes les heures occupera le cerveau de l'ouvrier. S'il ne peut fournir la quantité requise, c'est son salaire, son pain qui sera rogné. Alors comment pourra-t-il être indulgent aux maladresses, aux étourderies, aux défaillances qui réduiront le rendement et qui seront imputables aux ouvriers de dix, de douze, de quatorze ans, ses collaborateurs ?

Voici les petits porteurs, ceux qui attrapent avec une fourche en bois, au sortir du four, la carafe toute rouge qu'ils vont porter à l'arche pour qu'elle recuise. Dans leur va-et-vient, sans arrêt, qui représente pour une journée de travail un trajet de 25 à 35 kilomètres, ils doivent, malgré la rapidité des mouvements, guetter l'instant propice à l'enlèvement de l'objet. Si la carafe est trop chaude, la fourche aplatit le col, si la fourche n'est pas assez chaude, elle fait une cassure : dans les deux cas, l'objet est perdu.

Le souffleur qui voit son effort gâché se laisse parfois entraîner à lever son sabot, une griffe métallique munie de dents et à en flanquer dans les reins un coup au petit. Celui-ci travaille sans veste, le sabot est chaud, les dents entrent dans les chairs.

Les *palettes* semblables aux battoirs des lavandières, qui servent à *maillocher* le verre et à « corriger » les pauvrets leur font moins mal. Autrement redoutables sont les cannes à souffler. Elles sont toujours brûlantes, on ne peut en frapper les enfants, on les assommerait, mais quand on veut les punir on les touche au bras, à la figure avec ce fer creux et aussitôt se forme une plaie.

Quand vous voyez des petits verriers avec des taches jaunes sur les joues, les lèvres, les poignets, c'est qu'ils ont été brûlés avec la canne et que sur la plaie, pour l'aseptiser, on a mis de l'acide picrique qui donne une teinte particulière à l'endroit corrodé.

Pour comprendre ce qu'est le travail des enfants en verrerie, il faut arriver à l'improviste dans une usine vers minuit. C'est le plein ouvrage, mais la fatigue a déjà courbé les hommes, les a rendus nerveux, irritables, elle a vaincu les enfants qui sont plus gauches, moins lestes qu'au début du service. Un air lourd (fumée, acide carbonique, oxyde de carbone), emplit le local surchauffé, surpeuplé, étroit où les servants de l'équipe travaillent presque coude à coude.

Pour réveiller les somnolents

On vient de gronder un enfant à cette place. Un cueilleur au passage, balançant le verre en fusion au bout de sa canne, touche avec cette barre une main pendante : on ne peut arriver à croire que cela soit exprès. Et pourtant ! L'enfant atteint pousse un hurlement, la brûlure profonde grille la paume et les doigts. Il se précipite vers un seau plein, y plonge sa main, croyant combattre le feu par l'eau. Alors d'énormes cloques se forment sur la chair attaquée, obligeant le garçonnet à suspendre le travail.

Mais ce sont les *teneurs de moules* qui ont le plus à craindre les colères des mauvais hommes : les teneurs de moule sont accroupis aux pieds des souffleurs juchés sur des billots, et comme il fait grand chaud, les premiers ont grand sommeil, un sommeil invincible qui leur fait baisser la tête et clore les paupières. Le souffleur projette avec son souffle le verre dans la forme tenue par les petits somnolents qui doivent vite refermer le moule. Pour réveiller les petiots, pour qu'ils redressent la tête et prêtent attention, il est des souffleurs impatients qui les brûlent aux mains, ou bien leur envoient un coup de savate dans la figure. Il y a le supplice de la *glette* : l'enfant ne ferme pas le moule assez rapidement ; ces mêmes souffleurs lèvent alors leur canne, une goutte de verre quasi liquide, *une petite boule de feu*, une *glette* déborde du moule et tombe sur la main du puni.

Il est de ces petits malheureux que la fatigue écrase, jette allongés sur la terre nue et boueuse où ils s'endorment. D'autres s'endorment *debout*, adossés à l'angle des murailles ! Pour les réveiller, certains hommes, certaines brutes empoignent un seau d'eau et le jettent à la volée sur les enfants meurtris qui tressaillent et se crispent. Et c'est trempés jusqu'à la peau, de la tête aux talons, que les victimes de douze ans continuent leur labeur durant toute la nuit.

Parfois les gamins abimés se plaignent et l'on arrange l'affaire avec un peu d'argent. Comment les industriels peuvent-ils tolérer de pareilles coutumes ? Beaucoup d'ouvriers verriers, certes, ne se livrent pas à ces pratiques, mais ils ne doivent pas seulement s'abstenir, donner l'exemple : syndiqués ou non syndiqués, ils doivent faire honte aux hommes brutaux de leur lâcheté !

C'est surtout la nuit que les méchants opèrent, la nuit que l'enfant est inattentif, que se produisent les accidents horribles, comme à la Plaine-Saint-Denis : pendant le repas, à minuit (pas de réfectoire, en dépit de la loi), un gamin, assis sur une cloche de verre, un camarade pour jouer, lançant un petit caillou sur le siège improvisé, le verre s'effondrant sous le petit qu'on relève évanoui, sanglant, grièvement blessé. C'est le travail de nuit le coupable qu'il faut proscrire, auquel il faut soustraire les enfants. C'est à quoi tend cette campagne. Les enfants ne doivent pas travailler la nuit !

L.-M. BONNEFF.

LE BANQUET GROUSSIER

1.500 Citoyens de tous les Partis acclament la R. P.

Dans cette immense salle de Wagram, ce ne fut pas seulement hier une manifestation éclatante, émouvante en faveur de celui qui a été le bon ouvrier de la réforme électorale.

Ce fut assui une affirmation populaire, puissante, en faveur de cette réforme et une nouvelle victoire pour celle-ci.

Tandis que les sénateurs de M. Clemenceau se dépensent en vains efforts pour éluder la volonté du peuple, celui-ci, une fois de plus, a dit hier qu'il ne veut plus d'un scrutin malhonnête et injuste et qu'il luttera jusqu'au bout pour la justice électorale.

Dès sept heures du soir, les proportionnalistes arrivèrent en foule. Lorsque, vers huit heures, ils eurent tous pris place, le banquet comprenait environ quinze cents personnes.

Nous défions bien MM. Boffandeau et Mascuraud d'en réunir jamais autant !

Les camarades du Parti, dont beaucoup arboraient l'églantine rouge, étaient fort nombreux. Ils formaient la majorité des assistants.

Mais il y avait là des représentants de tous les partis, socialistes indépendants, radicaux, progressistes, conservateurs.

Presque tous les députés socialistes étaient présents. Parmi les députés appartenant aux autres partis, nous citerons au hasard MM. Auriol, Danielou, Spronck, Bonnefous, Joseph Reinach, Frédéric Chevillon, Ernest Roche, Beauregard, Joseph Reinach, Dansette, Candace, Massabuau, Emmanuel Brousse, Patureau-Moraud, Failliot, Driant, Leroy-Beaulieu, Barrès, etc., etc.

Le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine étaient officiellement représentés. Avec nos amis Dormoy, Deslandres, J.-B. Varenne, Mayéras, Philippe et beaucoup d'autres, se trouvaient d'autres élus municipaux et cantonaux, MM. Poirier de Narçay, Desvaux, etc., etc.

Mais le « clou » de la manifestation fut l'intervention de nombreux délégués proportionnalistes belges, suisses, anglais qui vinrent manifester, les uns par leur seule présence, les autres par leurs déclarations, ce qu'on pense de la représentation proportionnelle dans les autres pays, et notamment en Belgique et en Suisse où elle est établie.

Les déclarations du député belge radical Lorand furent à ce sujet d'une importance particulière.

Le très beau buste de Groussier, sculpté sculpté par M. Lamourdedieu et que les organisations proportionnalistes offrent au vaillant rapporteur, dominait la salle. C'est une fort belle œuvre, dans laquelle l'artiste a su fort bien rendre la noble figure, si douce et si fine de notre ami.

Lorsque le banquet fut terminé, M. Charles Benoist, qui ne cherchait pas à cacher la joie qu'il éprouvait de ce nouveau succès de la R. P., lut de nombreuses adresses de sympathie (groupe socialiste du conseil municipal de Bordeaux, association proportionnaliste de Milan, cercle républicain de Marseille, dépêches d'excuses de MM. A. Carnot et Aynard).

Après avoir lu ces adresses, M. *Charle*

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France